

Droits de douane : le nouveau coup de pression de Trump

Après avoir reporté au 1^{er} août l'échéance pour la signature d'accords avec les États-Unis, le président américain brandit de nouvelles menaces à ses partenaires.

Donald Trump n'entend pas relâcher la pression sur le front de la guerre commerciale. Il vient, certes, d'accorder un nouveau sursis à ses partenaires commerciaux. Ces derniers ont désormais jusqu'au 1^{er} août pour signer un accord et éviter des taxes les plus

punitives. Mais le président américain brandit de nouvelles menaces sectorielles. Pêle-mêle, il veut augmenter les droits de douane sur les importations de cuivre, les produits pharmaceutiques et les semi-conducteurs. Il devait aussi envoyer, ce mercredi, une autre

série de lettres d'avertissement à plusieurs États. Quant à l'accord tant attendu entre Bruxelles et Washington, qui devait être conclu avant le 9 juillet, il n'y a toujours pas de fumée blanche. De quoi accentuer l'inquiétude généralisée des milieux économiques.

Pour autant, trois mois après le séisme du « liberation day », les effets négatifs du taux généralisé de 10 % sur les importations américaines restent limités. Le transport maritime résiste bien, grâce au surstockage des importateurs américains.

► FACE À WASHINGTON, LA CHINE AFFICHE SA RÉSILIENCE, MAIS DEMEURE SUR SES GARDES ► LE TRANSPORT MARITIME RÉSISTE BIEN AUX DROITS DE DOUANE **PAGES 18 ET 19**



Donald Trump et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lors du Forum de Davos, en Suisse, en 2020.

JONATHAN ERNST / REUTERS

La première salve de droits de douane a un impact encore limité sur l'économie mondiale.

Armelle Bohineust

En attendant la conclusion d'accords commerciaux – mais ce terme s'applique-t-il à des négociations qui consistent à mettre un cou-





teau sous la gorge de ses partenaires ? -, les menaces américaines continuent de pleuvoir.

Les pays partenaires sont toujours dans le viseur. Comme il l'a déjà fait pour 14 États, Donald Trump a envoyé de nouvelles lettres d'avertissement à six pays (Algérie, Brunei, Irak, Libye, Moldavie, Philippines). Et il réitère le même chantage envers l'Union européenne qui, après des semaines de pression, paraît sur le point de se résigner à un deal plutôt docile. Sous la pression de l'Allemagne et de l'Italie, elle serait prête à accepter un accord comparable à celui conclu par Londres. Cela passerait par une surtaxe de 10 % sur les exportations européennes, avec des exceptions pour des secteurs clés comme l'automobile ou les alcools. L'UE espère conclure un accord « dans les prochains jours » a réitéré mercredi un porte-parole de la Commission européenne, seule compétente pour négocier sur le front commercial. « Nous recherchons un cadre clair à partir duquel nous pourrions continuer à construire », a expliqué ce porte-parole.

Le chantage affecte aussi des secteurs d'activité. Le locataire de la Maison-Blanche a annoncé mardi 50 % de droits de douane sur le cuivre et évoqué des taxes sur les semi-conducteurs et l'électronique. Il a aussi menacé d'imposer jusqu'à 200 % les produits pharmaceutiques importés. Ces mesures pourraient être mises en place « très prochainement », mais « nous donnerons aux gens un an, un an et demi pour venir ici (produire sur le sol américain, NDLR) et après ils auront des droits de douane », a-t-il averti.

Depuis son arrivée au pouvoir en janvier, et plus précisément depuis le 2 avril, les échanges commerciaux entre les États-Unis et le reste du monde sont altérés par les menaces et, plus encore par la confusion qui les entoure.

Pour autant, « aux États-Unis, il n'y a pas de catastrophe même si le bilan après cinq mois est en trompe-l'œil », juge Nicolas Forest, directeur des investissements de Candriam en pointant des « indicateurs de faiblesse ». La croissance reste positive même si elle est en ralentissement et devrait tomber à 1,5 % cette année. « La demande des consommateurs ralentit, en particulier dans le transport, le logement et autres services. L'investissement ralentit également du côté des entre-

prises », ajoute-t-il. « Le marché du travail est solide à la surface, un peu moins si on regarde dessous », complète Bruno Cavalier, chef économiste d'Oddo.

Les droits de douane effectivement mis en place (10 % pour la quasi-totalité des biens importés aux États-Unis, 25 % pour l'automobile et 50 % dans l'acier et l'aluminium) ont déjà fait bondir ces taxes douanières, passées à ce jour d'un montant moyen de 2,2 % à près de 10 %. Le revenu des droits de douane, de l'ordre de 100 milliards de dollars l'an dernier, pourrait passer à 300 milliards cette année, a indiqué l'Administration Trump.

L'impact sur l'inflation américaine reste à ce stade limité. « Au contraire, commente Mabrouk Chetouane, responsable stratégie de marchés chez Natixis IM Solutions, les « droits de douane ont eu un effet désinflationniste, lié à un choc d'offre. Il n'y a pas d'impact sur les prix des biens manufacturés car les importateurs américains ont surstocké ».

L'effet des droits de douane n'est pour l'instant pas « catastrophique », résume-t-il. Il s'agit surtout de menaces de Trump pour faire pression dans les négociations. Et le surcoût des 10 % est dilué entre exportateurs, importateurs, les entreprises qui rognent sur leurs marges. Pour autant, « les PME américaines indiquent que les pressions sur les prix augmentent graduellement », pointent les experts de LBPAM.

À ce stade, les électeurs de Trump sont satisfaits de son action. « Les ménages américains qui ont suivi son conseil, en avril, d'acheter en Bourse ont de quoi être heureux : les cours ont bondi depuis quelques semaines », observe encore Nicolas Forest. « À court terme, tout va bien. Mais beaucoup de poussière a été refoulée sous le tapis », ajoute-t-il toutefois. La grande loi que Trump vient de faire voter profitera surtout aux ménages riches. À moyen terme, la santé des Américains devrait souffrir des réductions de dépense dans ce domaine. À long terme, les droits de douane élevés devraient pénaliser la croissance.

« La dette fédérale, proche de 100 % du PIB, est amenée à croître, alourdissant une charge d'intérêt qui absorbe déjà 4 % du PIB. Les recettes douanières espérées cette année, en passant de 0,3 à 0,8 pt de PIB, ne sont qu'une faible compensation »,



complète Bruno Cavalier, chef économiste chez Oddo BHF.

Pour le reste du monde, c'est plus compliqué. Dans la zone euro, « l'activité paraît un peu faiblir au deuxième trimestre à cause du contrecoup de la demande américaine avancée en anticipation des droits de douane » et du « choc de confiance. Mais la confiance des investisseurs rebondit début juillet ». Cela nourrit « notre scénario de reprise retardée mais pas remise en cause cette année », relativisent les économistes de LBPAM.

En revanche, la forte baisse du dollar, si elle profite aux entreprises américaines, pénalise les investisseurs européens et étrangers. Et, « des droits de douane de 10 % devraient impacter la croissance de la zone euro de 0,5 %. S'ils s'élèvent à 20 %, la croissance du PIB sera affectée à hauteur de 1 % », précise Nicolas Forest.

En Allemagne, comme ailleurs, les achats américains réalisés avant la mise en place des droits de douane ont dans un premier temps limité l'impact de la stratégie de Donald Trump. « Mais, cet effet s'est désormais dissipé », indique Carsten Brzeski, d'ING. En mai, les exportations germaniques vers les États-Unis sont en recul de 13,8 % par rapport à 2024.

Les menaces sectorielles s'amplifient. Le cabinet Asteres calcule qu'une hausse des droits de douane américains à 20 % sur les produits français entraînerait une perte d'exportations proche de 1 milliard d'euros et la destruction de plus de 17 000 emplois. Avec « trois secteurs à haute valeur ajoutée en première ligne dans l'Hexagone : les vins et spiritueux, les cosmétiques, et la maroquinerie ». Pour Berlin, l'automobile est stratégique : près de 80 % de la production allemande de voitures est exportée.

Les droits de douane américains affectent la croissance mondiale, qui de-

vrait ralentir à 2,3 % en 2025, contre 2,8 % en 2024. « Les consommateurs et les entreprises ont probablement déjà commencé à réduire leurs dépenses et leurs investissements en réponse à l'incertitude, ce qui n'est peut-être pas encore entièrement visible dans les données économiques », indique le Swiss Re Institute le 9 juillet. « Cette trêve n'a rien réglé. Elle a juste suspendu l'hostilité. Or, en matière de commerce mondial, une pause sans dialogue, sans accord, sans stratégie coordonnée... c'est une bombe à retardement », résume Fidel Martin, Président d'Exoé, acteur de la gestion d'actifs. ■

« À court terme, tout va bien. Mais beaucoup de poussière a été refoulée sous le tapis »

Nicolas Forest

Directeur des investissements de Candriam

Le cuivre s'emballe face aux menaces douanières

Cours du cuivre, contrats à terme, en dollars



Source : Bloomberg

